

Communiqué de Presse

Division de la Presse du Conseil de l'Europe



Réf: 382f07

Tel: +33 (0)3 88 41 25 60

Fax: +33 (0)3 88 41 39 11

pressunit@coe.int

internet: www.coe.int/press

47 membres

Albanie
Allemagne
Andorre
Arménie
Autriche
Azerbaïdjan
Belgique
Bosnie-Herzégovine
Bulgarie
Chypre
Croatie
Danemark
Espagne
Estonie
Finlande
France
Géorgie
Grèce
Hongrie
Irlande
Islande
Italie
Lettonie
"L'ex-République
yougoslave de
Macédoine"
Liechtenstein
Lituanie
Luxembourg
Malte
Moldova
Monaco
Monténégro
Norvège
Pays-Bas
Pologne
Portugal
République tchèque
Roumanie
Royaume-Uni
Russie
Saint-Marin
Serbie
Slovaquie
Slovénie
Suède
Suisse
Turquie
Ukraine

Séminaire sur l'usage abusif d'Internet pour le recrutement des victimes de la traite des êtres humains, Strasbourg, 7 et 8 juin 2007

Strasbourg, 05.06.2007 - Le Conseil de l'Europe organise un *Séminaire sur l'usage abusif d'Internet pour le recrutement des victimes de la traite des êtres humains*, à Strasbourg les 7 et 8 juin 2007 (Palais de l'Europe, salle 3).

Maud de Boer-Buquicchio, Secrétaire Générale adjointe du Conseil de l'Europe, prononcera un discours lors de la séance d'ouverture le 7 juin à 9h30.

Organisé dans le contexte de la *Campagne du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains* et financé par une contribution volontaire de Monaco, ce séminaire a pour but de discuter des différentes méthodes utilisées pour le recrutement des victimes de la traite des êtres humains par le biais d'Internet et d'identifier les mesures législatives, administratives et techniques qui pourraient être prises pour combattre cet usage abusif.

Le séminaire regroupera des représentant(e)s de Monaco et des Etats membres du Conseil de l'Europe qui ont ratifié la *Convention du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains* (l'Albanie, l'Autriche, la Bulgarie, la Géorgie, la Moldova, la Roumanie et la Slovaquie) ainsi que des expert(e)s d'Eurojust, d'Europol, de l'Organisation internationale du Travail (OIT), des forces de police nationales et d'organisations non gouvernementales.

A l'occasion du séminaire, des cas réels de victimes de la traite des êtres humains, recrutées par biais de l'Internet, seront présentés par des policiers qui travaillent sur le terrain. Les expert(e)s présenteront des mesures législatives, administratives et techniques pour lutter contre cet usage abusif d'Internet et des représentant(e)s des ONG expliqueront leur rôle dans la prévention et la lutte contre cet usage abusif.

Une étude du Conseil de l'Europe sur cette question est actuellement préparé par Madame Athanassia Sykiotou, Maître de conférences en criminologie, Université Démocrite de Thrace (Grèce).

Informations complémentaires

Le développement rapide de l'utilisation des technologies de l'information, notamment de l'Internet, a ouvert la voie à de nouvelles formes d'exploitation et donné une nouvelle dimension à la traite des êtres humains. L'Internet est un moyen rapide, pratique et peu coûteux de connecter des personnes entre cités et par-delà les frontières, mais il offre également une possibilité d'usage abusif par des criminels.

Les trafiquants ont, à portée de main, un moyen efficace et illimité, et souvent anonyme, pour recruter les victimes. Des agences d'emploi en ligne, notamment des agences de modèles ou d'artistes et des agences matrimoniales, peuvent toutes servir à attirer et leurrer des victimes potentielles. De même les sites Internet de Chat servent également à attirer des victimes potentielles et les risques pour les jeunes de devenir victimes de la traite des êtres humains se sont considérablement accrus.

Pour recevoir nos communiqués par e-mail, contactez : Council.of.Europe.Press@coe.int

Organisation politique fondée en 1949, le Conseil de l'Europe veille au renforcement de la démocratie et des droits de l'homme à l'échelle du continent. Il élabore des réponses communes aux défis sociaux, culturels ou juridiques posés à ses 47 Etats membres.

Une connaissance approfondie des moyens utilisés par les trafiquants pour recruter leurs victimes par le biais d'Internet nous permettra de proposer des mesures juridiques, administratives et techniques appropriées ainsi que des mesures de sensibilisation mieux ciblées et plus efficaces.

Pour plus d'information sur le séminaire et sur la Campagne sur la lutte contre la traite des êtres humains, voir www.coe.int/trafficking

Pour plus d'information, contactez Rona Sterricks, Division pour l'égalité entre les femmes et les hommes et la lutte contre la traite de la Direction générale des Droits de l'Homme et des Affaires juridiques (tél: +33 3 88 41 24 76, rona.sterricks@coe.int)